

THAÏLANDE

Le côté sombre des marchés globaux

RANEE HASSARUNGSEE

La crise économique de 1997 a abouti à la privatisation des entreprises publiques lucratives, imposée par le Fonds monétaire international (FMI) pour réduire la dette, qui avait été contractée essentiellement par le secteur privé. Toutefois, les firmes multinationales n'ont pas apporté d'avantages à la Thaïlande, mais ont rapatrié leurs bénéfices dans leurs propres pays. Il est vital, à présent, de définir les priorités et de réaliser un équilibre entre le développement démocratique et les mécanismes de marché. Dans ce processus, la société civile devrait jouer un rôle actif pour préserver les valeurs humaines fondamentales.

Libéralisation financière : faire d'une pierre deux coups

Les stratégies de développement économique de la Thaïlande se sont toujours appuyées sur les capitaux d'investissement étrangers. Entre 1986 et 1989, les entrées annuelles moyennes de capitaux étrangers s'élevaient à 1,2 milliards de dollars US. Ce chiffre s'est accru à 2 milliards de dollars durant la période 1990-1996, lorsque la Thaïlande a démarré la libéralisation de son secteur financier. Même lors de l'éclatement de la bulle économique, en 1997, 3, 8 milliards de dollars US d'investissements étrangers sont entrés dans le pays.¹ La majeure partie de ces capitaux a été investie dans l'immobilier et l'aménagement foncier/, les services publics, les soins de santé privés, les télécommunications, les services financiers, la promotion des échanges et de la commercialisation, les projets industriels à grande échelle et d'autres investissements directs.

La crise financière de 1997 a créé davantage d'opportunités pour l'investissement étranger direct (IED). Le taux de croissance le plus élevé pour l'IED dans le secteur bancaire et financier a été enregistré en 1998, alors que le taux de croissance de l'investissement dans le secteur industriel dépassait le taux de 1997, de 53,4%. L'IED a enregistré une hausse parce que de nombreuses entreprises au bord de la faillite n'ont eu d'autre choix que de laisser des firmes multinationales étrangères reprendre leurs opérations. Le Conseil de l'investissement (Board of Investment – BOI) de la Thaïlande a été établi essentiellement pour promouvoir l'investissement étranger. Le BOI fournissait des incitations à l'investissement telles que les exonérations fiscales pendant un certain nombre d'années. L'appropriation complète des entreprises a été la dernière incitation offerte par le BOI pour attirer davantage de capitaux d'investissement étrangers. L'étude de Thammawit a montré que depuis que les firmes étrangères ont été autorisées à détenir soit la majorité soit 100% des parts des entreprises promues par le BOI, 135 entreprises ont vu leurs parts majoritaires rachetées par des entreprises multinationales entre novembre 1997 et mars 1999.²

¹ Anuch Abhabhiron *et al.*, *Thailand Trends*. N° 13 “Thailand's Society, Knowledge and Stance in the Global Forum”. Thailand Research Fund. 15 mai 2002, p. 55.

² Thammawit Therd-udomtham *et al.* “Thailand's Industrial and Technological Development Over the Past Five Decades”, Séminaire sur *Five Decades of Thailand's National Economic and Social Development Plan*. Faculté de Sciences économiques. Thammasat University. 12 juin 2002. pp. 7-20.

L'accroissement des capitaux d'investissement apportés par les firmes multinationales a stimulé les chiffres à l'exportation de la Thaïlande et intégré l'économie nationale de manière plus étroite au système du marché mondial. Un rapport statistique de 1997 a montré que les compagnies d'exportation exploitées par les capitaux d'investissement étranger comptaient pour deux tiers de la valeur totale des exportations. Ces firmes multinationales, à l'exception des industries alimentaires et du caoutchouc, comptaient pour près de 80% du volume total des exportations dans le secteur industriel.

Depuis 1987, les stratégies de développement industriel ont principalement mis l'accent sur la promotion des industries à grande échelle exploitées par des firmes multinationales qui bénéficiaient de privilèges fiscaux, de protection tarifaire et de facilités pour les infrastructures. Comme on pouvait s'y attendre, de telles politiques ont, dans le même temps, détruit la plupart des petites et moyennes industries nationales. Ces entrepreneurs nationaux ont eu à faire face à des pénuries de main-d'œuvre, au manque d'accès aux capitaux et à des systèmes fiscaux et tarifaires défavorables qui les désavantageaient par rapport aux grandes firmes étrangères homologues.³

La Thaïlande n'a pas bénéficié de manière substantielle des opérations des firmes multinationales. Elles ont eu recours à divers moyens, notamment les prix de transfert, pour rapatrier les bénéfices dans leurs propres pays. Dans le même temps, la production nationale à valeur ajoutée et le transfert de technologie n'ont pas bénéficié d'une attention adéquate, alors que des dépenses relativement élevées pour des frais d'expertise technique ont été favorablement accueillies. Si certains produits de haute technologie tels que des machines, des équipements mécaniques et des circuits électroniques étaient exportés, la plupart de ces produits étaient simplement assemblés dans le pays avant d'être exportés. Dans les produits informatiques, principales exportations de la Thaïlande, les composants importés constituaient 44 à 46% de la valeur des exportations.

En outre, les exportations rencontrent une forte concurrence dans les marchés globaux. Selon une étude de 2002 du Département de la promotion des exportations, les exportations thaïlandaises dans l'électronique de pointe ont enregistré une baisse à 18,5%, souffrant de la concurrence de la Chine. La crise intérieure et la concurrence se sont combinées pour provoquer la hausse du chômage industriel et de l'emploi « flexible » : des emplois du secteur informel peu rémunérés, sans avantages sociaux qui sont occupés essentiellement par les femmes.⁴ Les travailleurs du secteur formel qui ont conservé leur emploi ont vu leur pouvoir de négociation sérieusement affaibli et leurs droits du travail érodés.⁵

Privatisation : rachat les ressources naturelles en prime

La crise économique de 1997 a également rendu inévitable la privatisation des entreprises publiques rentables. Le gouvernement a été contraint par le FMI de privatiser les entreprises sous contrôle public pour réduire la dette, qui avait été

³ Nipon Phuaphongsakorn, 1999. « Thailand's Industrial Development and the Idea of Self-sufficient Economy ». Article présenté lors de *1999 Annual Conference of Thailand Development Research Institute on Self-sufficient Economy*. 18-19 décembre 1999.

⁴ Worawit Charoeniert et Bandit Thanachai-sethawut. « Economic and Social Crisis and the Future of Thai Labour ». *1997 Thailand's Turning Point*. The Political Economy Centre. Novembre 2001.

⁵ Work Report. Women Workers Section. Friends of Women Foundation. Septembre 2002.

contractée essentiellement par le secteur privé. Par exemple, dans la Déclaration d'intention de novembre 1997 de la Thaïlande, le gouvernement spécifiait qu'il avait achevé le travail préliminaire en vue de rehausser le rôle du secteur privé dans les secteurs de l'énergie, des services publics, des communications et du transport. Le gouvernement avait l'intention de réduire sa participation dans la compagnie d'aviation nationale (alors de 93%) et dans la compagnie pétrolière Bangchak (alors de 80%) à bien moins de 50%. Le gouvernement avait également soumis au parlement la législation nécessaire pour faciliter la privatisation des entreprises publiques qui n'étaient pas encore gérées de manière commerciale.

Il a été signalé, récemment, que nombre des plus grandes privatisations étaient menées sans transparence. Dans le cas de Petroleum Thailand, les trois premiers actionnaires institutionnels étaient affiliés à Merrill Lynch; alors que les plus grands actionnaires individuels avaient des relations personnelles avec le parti politique au pouvoir.

Le gouvernement a annoncé la privatisation des entreprises suivantes : Thai Thanakhan Bank de THAI (PLc), Telephone Organisation, Airport Authority et Krung Thai Bank (Plc). La liste des privatisations pour 2003 comprend : Port Authority, Communication Authority et Metropolitan Waterworks Authority; et pour, 2004, les suivantes seront privatisées : Electricity Generating Authority, Metropolitan Electricity Authority, Provincial Waterworks Authority et Provincial Electricity Authority.⁶

Changements radicaux : arracher les moyens de subsistance et les ressources de la majorité

La privatisation de « biens publics » tels que l'eau, a déjà eu lieu dans une certaine mesure. En conformité avec une des conditions principales du prêt au Programme du secteur agricole d'un montant de 600 millions de dollars US, consenti par l'ADB, le gouvernement est contraint de mettre un terme aux subventions agricoles, d'appliquer aux agriculteurs les taux d'intérêt courants du marché, de restructurer le système de gestion des ressources hydrauliques, d'accélérer l'adoption de la Loi nationale sur les ressources hydrauliques, et de fixer le prix de l'eau sur la base du marché. Un prêt supplémentaire de la Banque mondiale, d'un montant de 200 millions de dollars US, a également été accordé au Projet de gestion des ressources naturelles, afin d'améliorer la gestion de l'eau dans le Bassin du Fleuve Chao Phraya. La Banque mondiale a indiqué qu'une gestion de l'eau plus efficiente comprenait l'application de droits d'usage commercialisables.⁷

Le gouvernement a octroyé une concession à East Water Co. Ltd. (Plc), qui avait été établi par Provincial Waterworks Authority avec un investissement conjoint d'une compagnie privée de Singapour, pour approvisionner et vendre l'eau aux secteurs urbains et industriels de la région est de la Thaïlande. Une concession avait également été octroyée en joint-venture entre une entreprise privée thaïlandaise et une compagnie britannique pour la fourniture d'eau non traitée au bureau de Provincial Waterworks Authority à Pathum Thani, une zone industrielle importante proche de Bangkok. D'autres concessions ont été accordées à des compagnies

⁶ Le journal *Prachachat Thurakij*, 8-11 août 2002, p. 11.

⁷ Srisuwan Khuankachorn. "Will there be no resources for the people? Privatisation of resources ownership by foreign capital in Thailand's economic recovery age and for whom". *Political Economy Journal (for Community)*. N° 13, p. 158.

privées pour la fourniture et la vente d'eau aux bureaux de Provincial Waterworks Authority dans plusieurs provinces.

Le Comité de la politique en matière d'entreprises publiques (State Enterprise Policy Committee) s'est réuni le 29 décembre 1999 et a approuvé une étude urgente sur la privatisation, effectué par un cabinet-conseil privé. Les procédures en matière de privatisation comprenaient des concessions complètes en matière de fourniture d'eau qui permettaient au secteur privé d'exploiter tous les systèmes de production, de vente, de services et de maintenance, l'installation de compteurs, la facturation et la collecte de paiements de factures. Les concessions, devant être accordées dans 5 bassins fluviaux, seraient d'une durée de 25 ans et auraient des impacts directs sur les agriculteurs de l'ensemble du pays. Par exemple, aux termes d'un cadre qui privilégie « des rendements maximums » en cas de rareté de l'eau, les agriculteurs pourraient voir leurs droits d'usage transférés à des usagers dans d'autres secteurs.

Les voix locales de la sagesse

Une étude sur la participation publique à la privatisation de l'eau, effectuée par l'Institut de recherche sociale de Chulalongkorn University a fourni un éclairage sur les attitudes locales en matière de gestion des ressources. L'étude a montré que dans de nombreuses zones, la majeure partie de la population estimait devoir participer à la gestion de l'eau aux niveaux des bassins fluviaux. Nombre de ces personnes sont bien informées et déjà impliquées dans la gestion des bassins fluviaux car elles ont eu à s'attaquer à des problèmes sérieux liés aux ressources naturelles : pollution de l'eau par les usines et les communautés urbaines, conflits à propos de l'eau entre les secteurs agricole et industriel, salinité des sols, déforestation des bassins versants et surproduction de sables déposés sur les berges fluviales.

Toutefois, la participation telle que l'envisagent les populations est différente de celle proposée par l'Etat. L'approche par le haut préconisée par l'Etat impliquera l'organisation de groupes d'usagers de l'eau et d'un sous-comité des bassins fluviaux qui superviseront la gestion des ressources hydrauliques locales et établiront des règles strictes pour tous les usagers, dont les méthodes de gestion sont différentes selon leurs cultures communautaires. En outre, chaque bassin fluvial est écologiquement différent et a des systèmes d'irrigation différents qui nécessitent des techniques de gestion et de maintenance différentes.

L'imposition de frais d'usage pour l'irrigation afin de réduire la demande et d'encourager les utilisateurs à économiser l'eau est une solution inéquitable. Il n'y aurait aucune garantie qu'avec la mise en place d'un système de paiement de redevances pour l'irrigation, les usagers à faible revenu ne seraient pas privés de leur accès à l'eau.⁸

Lors d'un séminaire organisé conjointement par Popular Midnight University, Assembly of the Poor et Assembly of Academics for the Poor, en avril 2002, de nombreuses alternatives de gestion de l'eau ont été proposées. Le Prof. Nidhi Lawsriwong a identifié les «savoirs» ou sagesse remarquables suivants mis en oeuvre dans la gestion de l'eau par les populations à la base :

? La « connaissance » de l'eau associe la technologie, l'écologie et la sociologie.

⁸ Rapport de recherche sur «Public Participation in Water Allocation and Privatisation». Social Research Institute. Chulalongkorn University, 2001.

- ? Les changements naturels sont des phénomènes normaux.
- ? La viabilité nécessite la modération.

Nidhi a posé la question suivante : « Cette méthode tridimensionnelle de gestion de l'eau, notamment l'état d'esprit qui la sous-tend, peut-elle être qualifiée de savoir ? » Nidhi estime que bien que ce savoir soit trop peu documenté et organisé pour être qualifié de « corps de connaissances » pouvant être transmis à travers des processus d'apprentissage modernes tels que l'instruction dans les salles de classe ou les manuels scolaires, pour les villageois il s'apprend aisément à travers leur mode de vie. Toutefois, ces pratiques sont difficiles à apprendre pour ceux qui ont des modes de vie différents. Comme le dit le proverbe, savoir c'est pouvoir. La création de connaissances alternatives menace de démanteler des structures sociales puissantes. Elle ne sera pas facilement réalisée.⁹

Un moyen de s'en sortir pour la Thaïlande

Un rapport de Pranee Tinnakorn montre que les 20% les Thaïlandais les plus riches détenaient 49,2% du revenu national, en 1975-76. Ce chiffre s'élevait à 57,8% en 2000. En d'autres termes, seulement un cinquième de la population détenait plus de la moitié du revenu du pays. Le fait que la prospérité apportée par le développement national ait continué d'être concentrée entre les mains de ceux qui étaient déjà riches a creusé davantage l'écart entre les revenus des riches et des pauvres. Durant la période 1975-76, les 20% les plus riches gagnaient 8 fois plus que les plus pauvres, et 15 fois plus en 2000. Aujourd'hui, les riches et les pauvres en Thaïlande ont des modes de vie aussi différents que le jour et la nuit.¹⁰

Analysant la situation actuelle, le spécialiste des sciences politiques, Chai-anan Samudavanija est arrivé à la conclusion suivante : « Un problème vital que nous rencontrons actuellement est le point de savoir comment fixer les priorités et arriver à un équilibre entre une orientation vers le développement démocratique et une approche de mécanisme de marché. L'orientation vers le développement et l'approche de mécanisme de marché sont liées. Dans une orientation vers le développement unilatérale qui met l'accent sur le développement capitaliste industriel tiré par les exportations, au détriment des secteurs agricoles et des petites et moyennes entreprises, les mécanismes de marché joueront un rôle plus puissant en ruinant les modes de vie communautaires.

« Nous avons besoin d'une politique populaire dans laquelle les secteurs populaires et communautaires sont les groupes de base de la société. La société civile devrait avoir un rôle participatif à tenir dans l'espace politique ... La gouvernance de la société civile se traduit par le fait que la culture dominante de la société joue un rôle actif dans la préservation des valeurs humaines fondamentales – coopération, interdépendance, partage et modération – au lieu de promouvoir la concurrence, l'accumulation, la destruction, l'usurpation et le gaspillage... [N]ous avons besoin d'un gouvernement futur qui soit conscient de l'obligation politique qui

⁹ Nidhi Lawsriwong; "Alternatives to Water Management". Revue *Matichon Weekly*, 13-19 mai 2002, p. 41.

¹⁰ Pranee Tinnakorn. "The Inequality of Income Distribution over the Four Decades of National Development : 1961-2001", Séminaire sur *Five Decades of Thailand's National Economic and Social Development Plan*. Faculté des Sciences économiques. Thammasat University. 12 juin 2002. pp. 4-27.

lui est faite d'équilibrer le pouvoir entre les secteurs privés et populaires. Si le gouvernement se dérobe à cette obligation, son inaction renforcera pratiquement le pouvoir destructeur du secteur privé sur la société civile. En conséquence, le secteur de la société civile s'affaiblira et perdra ses capacités sous l'emprise de l'Etat et du secteur privé. »¹¹

Social Agenda Working Group
Focus on the Global South (Focus)
<ranee@focusweb.org>

¹¹ Chai-anan Samudavanija. *From a Nation State to a Market State : Ideologies on the State and Societies in a Globalisation Age*. Ban Phra Arthit Press. Décembre 2001.